

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SYSTÈMES PRODUCTIFS LOCAUX *

par Georges Benko

Le développement durable et les systèmes productifs locaux sont des concepts mis en avant depuis une vingtaine d'années dans l'économie régionale et l'aménagement du territoire. Mais ils sont rarement évoqués ensemble malgré leurs dimensions territoriales similaires. Il s'agit de deux piliers qui structurent les débats sur la croissance et sur l'industrialisation. Bien au-delà des éphémères effets de mode, développement durable et systèmes productifs locaux sont devenus des concepts durables. Les organisations nationales et internationales centrent leurs actions autour de ces notions, il s'agit en effet des visions englobantes de l'économie et de la société.

LES COURANTS D'IDÉES PRÉCURSEURS ET LES ÉVOLUTIONS CONTEMPORAINES

Les conceptions de l'espace économique, du développement et de l'organisation industrielle se trouvent bouleversées depuis une vingtaine d'années. Les observateurs de l'économie contemporaine sont arrivés par plusieurs chemins distincts pour décortiquer et expliquer le même phénomène : d'une part, la renaissance de l'économie territoriale et, d'autre part, la mutation des politiques du développement.

Économie et environnement

Les origines de la notion de développement durable remontent au début des années soixante-dix. Les discussions ont été menées autour de l'harmonisation de la croissance économique et de la préservation de l'environnement. Plusieurs courants de pensée se sont développés autour de cette problématique. Il ne saurait être question ici d'en faire le bilan, mais j'évoquerai quelques axes de réflexion. Dans le domaine de la théorie de la croissance, certains se sont attachés

* Article publié dans
Réseaux d'entreprises et territoires
(Datar, La Documentation française,
Paris, 2001)

à cerner les propriétés de modèles d'exploitation optimale des ressources naturelles renouvelables ou non renouvelables, afin de tester les implications des conditions de disponibilité de ces ressources sur la croissance à long terme et l'allocation optimale intertemporelle du bien-être. D'autres se sont interrogés sur les implications d'une exigence d'équité intergénérationnelle sur les trajectoires de croissance optimale et de gestion intertemporelle des ressources environnementales (voir Godard' 1993). Un autre débat a pris forme au sujet de l'adaptabilité des principes et lois venant des sciences de la nature aux modèles de croissance économique. Il a débouché sur la "bioéconomie ou l'économie écologique (voir Passet, 1979) et, depuis 1989, un périodique, *Ecological Economics*, diffuse les travaux de ce courant. Finalement, un troisième grand courant préconisait une nouvelle approche du développement, plus qualitative que quantitative, basée sur les satisfactions des besoins fondamentaux des populations les plus démunies, en conciliant économie et écologie. Cette nouvelle "stratégie d'écodéveloppement" (Sachs, 1980, 1993) remettait en question les anciennes méthodes : la gestion et planification centralisées, le transfert de technologie sans adaptation locale, etc. Cette nouvelle approche pragmatique, essentiellement appliquée aux pays en voie de développement, préconisait la participation directe des populations, s'appuyant sur des initiatives d'acteurs locaux et sur de nouvelles formes institutionnelles. Ces idées ont ouvert les voies vers un changement du paradigme: le développement local.

Le développement local

Mais les racines des nouvelles approches territoriales de l'économie et de l'aménagement sont plus anciennes. Elles se trouvent déjà dans le mouvement social de la fin des années soixante. La critique de la société de consommation des économies occidentales se développe dans la ligne de mai 1968. Le slogan "vivre et travailler au pays" est un des précurseurs d'une nouvelle conception du développement. Le retour au pays, thème passéiste, se trouve investi d'un contenu nouveau; le premier pas vers le développement local est franchi.

C'est sur cette idéologie que la crise du fordisme allait enraciner des prolongements plus concrets, car elle est rapidement apparue comme la crise d'un modèle de développement lié à la grande échelle (production de masse/consommation de masse), les grandes organisations (entreprises multinationales verticalement intégrées), la multispécialisation des phénomènes économiques et les négligences des facteurs environnementaux. La crise économique a forcé les acteurs à reconfigurer le système productif. Le système d'assemblage à grande échelle bascule vers une production segmentée en réseau. Les petites entreprises - souvent issues d'initiatives locales - connaissent le succès, même si les multinationales continuent de dominer l'économie dans un cadre réorganisé.

Le slogan "vivre et travailler au pays" est un des précurseurs d'une nouvelle conception du développement

La crise du fordisme est rapidement apparue comme la crise d'un modèle de développement lié à la grande échelle

Les déficits publics ont connu une aggravation dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Ainsi les États ont été incités à une décentralisation et une régionalisation de la gestion des biens collectifs locaux, tels que l'éducation, la formation, les infrastructures de transports, les aides sociales. On découvre que la densité des relations entre les acteurs locaux (décideurs locaux, entreprises, universités, collectivités territoriales, syndicats, etc.) peut jouer un rôle déterminant dans la compétitivité des activités économiques. Les districts industriels marshalliens sont de retour aussi bien sur le terrain que dans les analyses. L'aménagement du territoire, à la charge du pouvoir central jusqu'aux années quatre-vingt, est aussi délégué vers les collectivités territoriales. Un nouveau paradigme du développement est né: le développement "par le bas" (le développement local) qui remplace le développement "par le haut", géré par l'État.

La densité des relations entre les acteurs locaux peut jouer un rôle déterminant dans la compétitivité des activités économiques

En France, cette situation économique est doublée par la nouvelle donne dans la répartition des responsabilités; les compétences sont partagées par la décentralisation administrative de 1982. Cette réorganisation des pouvoirs sur le territoire permet aux collectivités territoriales une action plus large, y compris à l'égard de l'aménagement du territoire. La question du développement devient plus "locale". Dans le mouvement de la recomposition du territoire national, le terme "Pays" a trouvé une existence légale depuis la publication de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 5 février 1995. Dominique Voynet, ministre de l'Aménagement du territoire a renforcé cette tendance dans sa loi du 25 juin 1999, la LOADDT (loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire). Le Pays exprime la communauté d'intérêts économiques et sociaux ainsi que les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural, lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle. La plus petite unité territoriale est née.

Le Pays exprime la communauté d'intérêts économiques et sociaux ainsi que les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural

Le "développement local" est devenu un concept incontournable aussi bien en économie (régionale) qu'en politique. Depuis une dizaine d'années, nous sommes aux "heures locales" comme disait le supplément du quotidien Le Monde. La prise en compte des facteurs locaux au cœur des dynamiques économiques apparaît aujourd'hui comme une évidence et une impérieuse nécessité. Il s'agit, somme toute, d'une préoccupation relativement récente.

Les idées relatives au retour au local s'apparentent davantage à une nébuleuse rassemblant une grande diversité idéologique et théorique, qu'à un modèle en sciences économiques.

Un ordre global diffus où les relations entre les États s'estompent au profit de connexions entre des économies régionales éloignées, reliées entre elles par des échanges complexes faits de compétition et de collaboration

Globalisation ne signifie donc pas homogénéisation de l'espace mondial, mais au contraire, différenciation et spécialisation

Le contexte international

Nous sommes passés au cours du dernier quart du XX^e siècle d'un système économique international à un système économique "global". Il s'agit d'une mutation géopolitique majeure des conditions de production, de compétition et d'interdépendance. Le vieux régime international était caractérisé par la souveraineté des États, qui définissaient, entre autres, leurs politiques monétaires et douanières. Celui qui lui succède est un ordre global diffus où les relations entre les États s'estompent, dans une certaine mesure, au profit de connexions entre des économies régionales éloignées, reliées entre elles par des échanges complexes faits de compétition et de collaboration.

Certes, le temps des nations n'est pas terminé, les États jouent toujours un rôle crucial dans beaucoup de domaines, mais, prise entre l'échelon local et global, leur place dans l'économie s'est redéfinie. On assiste d'une part à un mouvement "vers le haut", celui de l'internationalisation de l'activité économique dans un monde de plus en plus dépourvu de frontières, au point que certains n'hésitent pas à avancer l'hypothèse d'une prochaine disparition de l'État souverain classique fondé sur la notion de territoire (Ohmae, 1996) ; d'autre part, à un glissement "vers le bas", on souligne l'intensification de la croissance économique d'un certain nombre de régions, reconnues comme les moteurs de la prospérité mondiale, et qui donne lieu à une recomposition de la hiérarchie des espaces productifs (Scott, 1998).

Globalisation ne signifie donc pas homogénéisation de l'espace mondial, mais au contraire, différenciation et spécialisation. De grands pôles se sont constitués, formant une économie en "oasis", c'est-à-dire un réseau des régions les plus dynamiques, qui laissent derrière elles le reste du monde.

On a beaucoup écrit aussi sur la nouvelle géopolitique de la production qui a commencé à se cristalliser autour des liens entre les deux niveaux spatiaux d'activité économique - le local et le global. Dans la compétition mondiale, les régions et les localités sont désormais en situation de concurrence, mais cette dernière peut être analysée à deux niveaux. Le premier est celui de la maîtrise des coûts et de l'affectation optimale des facteurs de production. Les coûts de la main d'œuvre, les prix de l'énergie, les taux d'intérêt et la fiscalité sont des variables qui, pour un grand nombre de productions, rendent les régions indifférenciées aux yeux des investisseurs. Qu'un jouet soit originaire d'une maquiladora à la frontière mexicaine ou d'une zone économique spéciale chinoise importe guère et seuls les coûts entrent en ligne de compte. En revanche, les spécificités territoriales jouent à plein dans d'autres domaines économiques. Dans ce cas, les régions ne sont guère substituables entre elles. Une différenciation durable des territoires, c'est-à-dire non susceptible d'être remise en cause par la mobilité des facteurs,

ne peut ainsi découler que de leur spécificité reconnue. Même si l'on produit d'excellents vins mousseux en Californie, le champagne n'est pas un produit délocalisable. Sa valeur, comme celle d'autres productions, est ancrée dans un territoire, elle est le résultat de ce que les géographes appellent un "milieu".

Mais au-delà des produits "appellation contrôlée" dans le domaine de l'agroalimentaire, le même phénomène est observable dans divers secteurs industriels (soit de hautes technologies, soit très spécialisés). Quand Rank Xerox cherchait une implantation européenne pour son centre de recherche, un des principaux critères de choix était la proximité d'établissements de recherche scientifique. Parmi les villes candidates, Grenoble a finalement été retenue pour sa tradition (qui a commencé au milieu du XIX^e siècle) dans le secteur de l'électricité et de l'électronique, pour son organisation industrielle (notons l'existence depuis 1947, de l'Alliance universitaire de Grenoble, qui est un club régional de prospective entre universitaires et industriels, mais aussi d'une zone industrielle de haute technologie, la ZIRST, mélange de grandes entreprises et des petites unités innovantes, entre autres), ce qu'on appelle "atmosphère industrielle" suite à Marshall. Pour leur spécificité, le quartier du Sentier à Paris continue à attirer le prêt-à-porter, et celui de la rue du Faubourg St-Honoré la haute couture. Les exemples sont multiples quand les facteurs décisifs de localisation sont hors marché (non quantifiables) et les éléments qualitatifs spécifiques à un lieu qui déterminent les choix des entreprises. La différence est un avantage comparatif.

Notre monde "global" est ainsi une mosaïque composée d'une multitude de régions, de localités et de "pays", qui ne sont pas, loin s'en faut, nécessairement équivalents. La "glocalisation", néologisme forgé pour désigner l'articulation accrue des territoires locaux à l'économie mondiale, souligne la persistance d'une inscription spatiale des phénomènes économiques, sociaux et culturels. Contrairement aux prédictions les plus sombres, les "territoires" avec leurs spécificités ne sont pas effacés sous les flux économiques de la mondialisation.

Politique d'aménagement et modèle d'industrialisation

Les régions, ou encore mieux les territoires, sont ainsi devenues les sources d'avantages concurrentiels. Au cours des années soixante-dix et quatre-vingt, les Etats ont connu une aggravation de leurs déficits publics qui les a incités à mener des politiques de décentralisation. La gestion de nombreux biens collectifs locaux, tels que l'éducation, la formation, les infrastructures de transports, les aides sociales a alors été fréquemment régionalisée. Ce fut l'occasion de découvrir que la densité des relations entre les acteurs locaux (entreprises, universités, collectivités territoriales, syndicats, etc.) peut jouer un rôle déterminant dans la compétitivité des activités économiques.

Notre monde "global" est ainsi une mosaïque composée d'une multitude de régions, de localités et de "pays"

Contrairement aux prédictions les plus sombres, les "territoires" ne sont pas effacés sous les flux économiques de la mondialisation

Les territoires sont les sources d'avantages concurrentiels

La spécificité des districts industriels découle d'une capacité, souvent héritée d'une culture ancienne, à négocier des modes de coopération entre capital et travail, entre grandes entreprises et sous-traitants, entre administration et société civile, entre banque et industrie...

Les districts industriels - un concept introduit au début du siècle par l'économiste britannique Alfred Marshall - sont désormais de retour aussi bien sur le terrain que dans les analyses. Ces lieux ont une caractéristique interne, "une personnalité régionale", comme disait jadis Vidal de la Blache, l'un des pères de la géographie française. Leur spécificité découle d'une capacité, souvent héritée d'une culture ancienne, à négocier des modes de coopération entre capital et travail, entre grandes entreprises et sous-traitants, entre administration et société civile, entre banque et industrie, etc. Comme le note l'économiste Alain Lipietz, en Émilie-Romagne ou dans le Bade-Wurtemberg, deux pôles de croissance économique, la stratégie du Parti communiste ou de la Démocratie chrétienne a consisté à rechercher le meilleur compromis social là où il était possible de le négocier, c'est-à-dire au niveau local: les hauts salaires, l'amélioration du cadre de vie, la qualification de la main-d'œuvre sont la contrepartie de la compétitivité des entreprises de ces régions.

Les politiques d'aménagement du territoire, à la charge du pouvoir central jusque dans les années quatre-vingt, ont également été déléguées aux collectivités territoriales. Le "développement local" se substitue désormais au développement "par le haut". "Il n'y a pas de territoires en crise, il y a seulement des territoires sans projet" déclarait ainsi en 1997 le ministre français de l'Aménagement du territoire. Cette approche est devenue incontournable aussi bien en économie qu'en politique. La prise en compte des facteurs locaux dans les dynamiques économiques apparaît aujourd'hui comme une évidence et une impérieuse nécessité. Il s'agit, somme toute, d'une préoccupation relativement récente, qui ouvre la voie vers la diversification des politiques économiques, sociales et culturelles.

LA DYNAMIQUE INDUSTRIELLE ET LES SYSTÈMES PRODUCTIFS LOCAUX

Le local et l'industrie

La prise en compte des facteurs locaux au cœur des dynamiques industrielles locales apparaît aujourd'hui comme une évidence et une impérieuse nécessité, tout autant pour les chercheurs, économistes, géographes ou sociologues, que pour les pouvoirs publics ou pour les entreprises elles-mêmes. Or il est clair qu'il n'en a pas toujours été ainsi et qu'il s'agit, somme toute, d'une préoccupation relativement récente. Témoin en est la multiplicité des concepts alternatifs, concurrents ou complémentaires, que l'on trouve à travers la littérature et sur le terrain: districts industriels, systèmes productifs régionaux,

microsystèmes d'innovation, milieux innovateurs, systèmes industriels localisés, complexes industriels localisés et bien sûr, pôles industriels de développement, sans oublier les technopoles, etc.

Cette diversité conceptuelle et l'insatisfaction globale qui continue de résulter des études qui s'y rattachent, quoi qu'il en soit du sérieux et de la qualité des travaux, paraissent ici particulièrement significatives. Il paraît douteux de rechercher en la matière un quelconque modèle universel, donc transférable, tant les déterminants qui vont spécifier une situation locale vis-à-vis d'une autre sont multiples. Ce qui semble au contraire essentiel, c'est la démarche qui vise à expliciter les logiques d'organisation, les logiques de spatialisation qui, dans un contexte historique précis, font revenir au premier plan des formes d'organisation industrielle locales.

Rompant radicalement avec le structuralisme global, mais tout autant avec la théorie prédéterministe des étapes du développement à la Rostow, une série de travaux d'abord épars allaient converger à la fin des années quatre-vingt vers une nouvelle orthodoxie : le succès et la croissance de régions industrielles seraient essentiellement dûs à leur dynamique interne. Regardons d'abord les étapes de développement.

Le succès et la croissance de régions industrielles seraient essentiellement dûs à leur dynamique interne

Schématiquement, on peut distinguer plusieurs grandes catégories de travaux. Au départ, il y a ceux qu'on peut regrouper autour de la notion de district industriel, avec trois cas typiques : les agglomérations technologiques (exemple : Silicon Valley), artisanales ou de P.M.E. (exemple : Troisième Italie), puis financières et de services (exemple : les grandes métropoles). Ces travaux s'appuient sur les anciennes intuitions d'Alfred Marshall, réinterprétées à travers la théorie des coûts de transactions ou les théories évolutionnistes du changement technique. Les analyses tendent à privilégier les relations marchandes entre les firmes, mais les nouvelles recherches prennent de plus en plus en compte les autres formes de coordination entre les entreprises, le type de relations capital-travail prévalant sur le territoire, les politiques de développement local menées par les élites, etc.

Le point de départ a été donné par des recherches menées en Italie sur la "Troisième Italie". En insistant sur le caractère socialement endogène du développement (la "construction sociale du marché"), les chercheurs ont analysé le type d'organisation industrielle de ces régions, qui se présentait comme un mélange de concurrence-émulation-coopération au sein d'un système de PME très spécialisées. Le mode de régulation et le paradigme technologique de ce milieu productif ont permis de réintroduire un vieux concept : le "district industriel" décrit par Alfred Marshall en 1900, c'est-à-dire la coor-

dination, par le marché et par une réciprocité fondée sur la proximité géographique, d'une division sociale du travail (désintégration verticale) entre de petites firmes se spécialisant dans un segment du processus productif.

Deux économistes américains, désormais célèbres, Michael Piore et Charles Sabel, ont interprété les succès des districts industriels comme un cas particulier dans une tendance beaucoup plus générale. Se référant à l'approche de la régulation, ils avancèrent qu'à la production de masse fordiste, rigidement structurée, allait succéder un régime fondé sur la spécialisation flexible, dont la forme spatiale serait le district, comme le circuit de branche était une forme spatiale de déploiement du fordisme. Cette nouvelle bifurcation industrielle rendait en effet toute sa place à la professionnalité de la main d'œuvre d'une part, à l'innovation décentralisée et à la coordination (par le marché et la réciprocité) entre les firmes d'autre part: deux caractéristiques de l'atmosphère sociale du district industriel.

Parallèlement, et en interaction avec ces multiples influences, des recherches sont menées en France sur ces "systèmes industriels localisés" par une équipe grenobloise sous l'impulsion de C. Courlet et B. Pecqueur à Grenoble, tandis que J. P. Gilly et ses collaborateurs à Toulouse travaillent sur l'aspect territorial de l'industrialisation et de l'innovation. Les deux équipes complétées par d'autres chercheurs effectuent une série de recherches conjointes qu'on peut désigner comme "l'école française de l'économie de proximité".

Une forme spécifique des districts fut étudiée par les économistes, géographes et sociologues, sous le nom de technopôles, espaces créés par une politique industrielle volontariste (Japon, Allemagne, France) ou comme un premier lieu de passage vers une accumulation flexible (Orange County, Silicon Valley, etc.).

Ainsi, du plus petit district italien aux mégapoles mondiales, le nouveau paradigme technologique de la "spécialisation flexible" impulserait non seulement le retour des usines et des bureaux vers les zones urbaines, mais encore la reprise de la croissance quantitative des métropoles : forme spatiale enfin trouvée de la sortie de la crise du fordisme. La future hiérarchie des villes et régions urbaines mondiales résulterait de la stratégie interne de ces districts ou amas de districts.

À la croisée de la réflexion sur les districts et des approches évolutionnistes sur la diffusion des changements techniques, une autre approche considère le territoire lui-même comme "milieu innovateur". Cette possibilité a été particulièrement développée par l'équipe européenne GREMI (Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs - Association Philippe Aydalot). Au départ,

Du plus petit district italien aux mégapoles mondiales, le nouveau paradigme technologique de la "spécialisation flexible" impulserait non seulement le retour des usines et des bureaux vers les zones urbaines, mais encore la reprise de la croissance quantitative des métropoles

on se demande quelles conditions extérieures sont nécessaires à la naissance de l'entreprise et à l'adoption de l'innovation. Ces chercheurs considèrent que l'entreprise ne préexiste pas aux milieux locaux, mais qu'elle est secrétée par eux. On cherche à théoriser les différentes formes d'interdépendances qui se tissent dans le territoire et interviennent dans le développement technologique, en incorporant des éléments très variés. Les études récentes recoupent les travaux menés dans le domaine de la théorie de l'organisation industrielle, et les analyses des districts industriels. Elles rejoignent de plus en plus explicitement les approches évolutionnistes, qui ont révolutionné l'approche de l'émergence et de la diffusion de l'innovation. Faisant le chemin inverse, les évolutionnistes ont mis de plus en plus l'accent sur le "milieu", et donc sur le territoire propice à l'innovation.

Les économistes Salais et Storper introduisent dans l'analyse spatiale la notion de "gouvernance", comme forme d'organisation inter-entreprises allant au-delà des relations marchandes. Il s'agit d'une théorisation complexe issue de réflexions élargies dans les domaines de l'organisation industrielle, la division sociale du travail, les institutions et conventions, et les localisations possibles. Mais bien entendu, ce concept peut s'étendre à tout système de relations humaines territorialisé. Ils analysent les modalités possibles de la coordination économique entre les personnes, les produits, les conventions, les registres élémentaires d'action et les formes d'incertitude auxquelles sont confrontés les acteurs économiques, et les "mondes possibles" de production ainsi envisagés sont confrontés aux mondes réels, à travers des études empiriques régionales. Salais et Storper construisent également les identités économiques nationales pour plusieurs pays. Ainsi émerge une acception large du concept de gouvernance : l'ensemble des modes de régulation entre le pur marché et la pure politique (de l'État-Nation).

On a beaucoup écrit aussi sur l'interaction entre les deux niveaux spatiaux d'activité économique - le local et le global - et sur la nouvelle géopolitique de la production et de la concurrence qui a commencé à se cristalliser autour de ces interconnexions. Dans la compétition mondiale, les régions et les localités sont en situation concurrentielle, ce qui est un élément important des dynamiques économiques. La concurrence spatiale peut être analysée à deux niveaux. (Cette réflexion a été récemment développée par Bernard Pecqueur.)

Le premier niveau se situe au niveau de la maîtrise des coûts, qui est liée à l'affectation optimale des facteurs de production. Ainsi les différentes régions du monde sont comparables pour un grand nombre d'éléments, dont les prix qui sont déterminés par l'offre et la demande, donc comparables sur le marché. (Coût de la main-d'œuvre, prix de l'énergie, taux d'intérêts, etc.).

Le second niveau concerne un niveau où la comparaison est difficilement quantifiable, ce qu'on peut appeler les spécificités territoriales. Ici, il s'agit des éléments qui caractérisent un territoire, donc par définition ne sont pas transférables, et ainsi n'ont pas de valeur sur le marché. Ils sont ancrés dans un territoire et ils sont le résultat d'une proximité géographique, d'un apprentissage long, d'un contexte culturel, des *habitus*, des conventions, des règles, d'un sentiment d'appartenance, donc de tout ce qui compose une "atmosphère industrielle" ou un "milieu". Une différenciation durable des territoires, c'est-à-dire non susceptible d'être remise en cause par la mobilité des facteurs, ne peut découler que de la spécificité d'un espace. Ainsi ce monde "global" est décomposé en une multitude de régions, de localités et de "pays", chacun avec sa spécificité, et cette mosaïque offre une contrepartie de la globalisation.

Les SPL ne sont pas seuls au monde

Comme Bagnasco l'a indiqué, le modèle du district (ou le système productif local) n'est qu'un des modes possibles d'organisation économique et spatiale du monde développé.

1. Au cours des années soixante, il s'est développé une économie industrielle particulière dans certaines régions italiennes qui avaient de fortes traditions commerciales et artisanales, où la petite entreprise, le métayage étaient fréquents, l'épargne familiale importante, et qui offraient un tissu dense de villes moyennes avec une forte diffusion des fonctions urbaines. Au cours des années soixante-dix caractérisées par l'instabilité et l'incertitude de la conjoncture économique (on enregistrait, il est vrai, une demande plus différenciée qu'auparavant, on disposait de technologies adaptées aux petites séries et de meilleurs moyens de communication), cette économie constituait l'un des points forts de l'Italie, entre le nord-ouest, foyer d'industrialisation fordiste ancienne et le sud, sous-développé et assisté.

2. Pendant la décennie 1980, la grande industrie a été restructurée. La contraction et l'instabilité des marchés ont contraint la grande industrie à ne produire que ce qui était effectivement vendu. Mais l'introduction des machines à commande numérique et des robots a permis une souplesse de production, même si le personnel n'était pas concerné par la flexibilité fonctionnelle. La micro-électronique a favorisé l'éclatement des unités de production, réduisant la contrainte de la taille pour réaliser des économies d'échelle, alors que la télématique rendait plus facile la centralisation des opérations de contrôle. Le nombre des salariés a baissé, l'organisation du travail a été transformée, des investissements ont été consentis pour la

formation, et on a constaté une individualisation des carrières en fonction des compétences professionnelles. Au prix de cette transformation, la grande entreprise conserve son importance économique mais elle ne structure plus aussi profondément l'ensemble de la société et les catégories sociales qu'elle secrète sont moins nombreuses. Néanmoins, l'importance du capital immobilisé demande une stabilité organisationnelle et des stratégies de prévision qui limitent les marges de flexibilité. Ce monde ne peut pas fonctionner sur la rentabilité à court terme comme l'a affirmé Harrison (1994).

“Les gros titres informent sur les crises des firmes géantes (et des noms nationaux) comme IBM, General Motors et Sears Roebuck. Nous sommes bombardés d'avis d'experts qui nous expliquent à quel point ces entreprises ou certaines autres ont perdu leurs marges compétitives en raison de leurs rigidités d'organisation et de l'obsolescence de leurs capacités technologiques. On nous répète constamment que maintenant la mutation technologique favorise systématiquement les petites entreprises (ou est principalement leur fait). Cette conception envahit tout, mais elle n'est pas correcte. Prenons cette activité de haute technologie: la conception et la fabrication des ordinateurs. En 1987, 85 % de toutes les entreprises du secteur aux États-Unis employaient moins de 100 personnes, 5 % seulement de l'ensemble des constructeurs avaient plus de 500 salariés. De plus, cette poignée d'entreprises - les 5 % du sommet - représentait 91 % des emplois et du chiffre d'affaire du secteur pour cette même année”. (1994)

3. Parallèlement à la modernisation de la grande entreprise, on a enregistré la croissance d'un secteur tertiaire très diversifié. De nombreuses activités traditionnelles se sont modernisées, mais il subsiste des travailleurs indépendants (dans le tourisme, la restauration se caractérise par des salaires bas et des contrats de travail précaires). On enregistre certains secteurs plus dynamiques comme les services d'information, le secteur des communications, le monde du spectacle, la publicité, les loisirs, la santé, la finance et la formation. Ces secteurs se différencient de la grande industrie par les logiques économiques qu'ils suivent et par leurs structures d'organisation. Leurs marchés se distinguent par la faiblesse des règles et des contrôles. La mobilité du capital humain participe à une économie mondiale au sein de laquelle la logique financière et le profit à court terme prennent une place de plus en plus importante. Elle rend possible l'accumulation du capital financier à partir de connaissances, favorisant aussi l'émergence d'entrepreneurs qui investissent savoir-faire et capital dans la production immatérielle. Ce sont des entreprises flexibles, capables de s'adapter à des marchés fluctuant, sans fortes immobilisations en capital fixe. Pour les tâches simples, on embauche des travailleurs à temps partiel et on recourt aux contrats à durée

déterminée. Pour les tâches professionnelles, les rapports semi-professionnels et individualisés tendent à s'imposer. Dans ce secteur dominant une logique du marché à court terme, la culture du laisser faire, la réussite individuelle et la spéculation. Ce sont des mondes de production différents ayant des logiques territoriales différentes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SPL, LA CROISÉE DES CHEMINS

Le modèle du district industriel s'inspire de l'idée d'Alfred Marshall selon laquelle proximité et spécialisation géographiques pourraient, pour certaines régions, créer des avantages économiques de la production à grande échelle:

Généralement, l'agrégation d'un grand nombre de petits ateliers, comme la création de quelques grandes usines, permet d'atteindre les avantages de production à grande échelle. Il est possible de diviser le processus de production en plusieurs segments, chacun pouvant être réalisé avec le maximum d'économies dans un petit établissement, formant ainsi un district composé d'un nombre important de petits établissements semblables spécialisés pour réaliser une étape particulière du processus de production.

À l'origine de ces possibilités d'une "usine sans murs" où un ensemble d'entreprises spécialisées se substituerait à une entreprise intégrée unique pour réaliser des produits finis, on trouve les économies externes que Marshall voit dans la mise en commun des infrastructures, des services et du savoir-faire dont peut bénéficier chaque entreprise.

La coopération et la collaboration impliquent toutefois l'existence de relations de confiance fortes. Pour les théoriciens des districts industriels, la confiance naîtrait de racines culturelles communes et du partage de l'expérience contractuelle. Ainsi, pour Granovetter (1985), la confiance serait un produit de l'enracinement des relations économiques quotidiennes dans le champ plus large des institutions sociales et politiques, des normes et des règles tacites dont dépend la reproduction de la collectivité. En d'autres termes, à la base du développement réussi, la confiance tient au respect des contrats, au bon déroulement des transactions, reflétant ainsi les relations de partenariat, la loyauté et la confiance mutuelle. Si les entreprises n'avaient pas confiance dans l'écoulement de leur production, elles en manqueraient également pour entreprendre des investissements coûteux à abandonner et pour verser les salaires à leurs travailleurs. Si les entreprises n'avaient pas confiance dans la vente de leur production, elles ne se lanceraient pas dans des investissements pour la même raison, de même qu'elles ne paieraient pas le salaire de leurs employés. Au fur et à mesure que les contrats sont renouvelés, les

Pour les théoriciens des districts industriels, la confiance naîtrait de racines culturelles communes et du partage de l'expérience contractuelle

sous-traitants avertissent leurs clients des changements survenus dans les conditions du marché et des problèmes de qualité qu'ils ont rencontrés en ne livrant pas leur production. Tant que les fournisseurs atteignent les objectifs de qualité et de prix et effectuent les livraisons à temps, sur la base de l'expérience passée, il y a constamment un regain de confiance. En bref, la confiance se nourrit de contacts interpersonnels répétés et réguliers entre fournisseurs et clients d'une même région.

L'importance de cette thèse réside dans l'intérêt porté à la permanence des inter-actions, aux relations de proximité et de réciprocité et dans l'espoir et la confiance placés dans cette combinaison paradoxale de concurrence et de collaboration sur laquelle les districts sont censés prendre appui. La thèse nuance de façon notable la rationalité froide des analyses économiques sur les coûts de transaction.

Et cette fois de telles formes d'organisation ne visent plus seulement un horizon local, mais s'insèrent de façon croissante dans un jeu de concurrence et de compétitivité globale, hors d'un cadre hiérarchisé d'espaces emboîtés. Le niveau national ne peut plus être conceptuellement considéré comme médium obligé du local à l'international, ainsi que les concepts de l'économie régionale et de l'économie internationale l'impliquaient, fondant les approches traditionnelles de l'aménagement du territoire.

Le niveau national ne peut plus être conceptuellement considéré comme médium obligé du local à l'international

La théorie du développement régional s'est toujours intéressée à la question des échanges inter-régionaux, puisque les échanges constituent l'un des fondements de la spécialisation locale. L'approche traditionnelle employée se fonde sur l'étude de l'avantage comparatif. Mais l'avantage comparatif n'est que rarement une affaire de dotation initiale. L'avantage comparatif est artificiel; il naît du processus même de l'échange et il se manifeste au cours d'une trajectoire du développement régional au moment où les agglomérations industrielles et les conditions de leurs économies externes se transforment progressivement. Ainsi, certaines régions - celles qui ont connu un essor précoce, tout particulièrement - arrivent à dominer des marchés spécialisés, nationaux et internationaux. L'aéronautique à Toulouse, l'électronique à Grenoble en sont des exemples en France.

Depuis les années quatre-vingt, des formes d'industrialisation basées sur des activités productives flexibles, faisant appel à un travail plus intensif, ont continué à se développer rapidement dans de nombreux pays périphériques, notamment en Asie et en Amérique latine. Les entreprises deviennent souvent florissantes grâce à la surexploitation et à des politiques étatiques favorisant une industrialisation orientée vers l'exportation. Dans quelques cas, notamment en Asie, certaines régions ont réussi à glisser vers des activités qui permettaient d'obtenir

Le développement durable est une vision de l'action économique, de l'aménagement et de l'organisation sociale associant à la fois la croissance économique et la préservation de la nature

Promouvoir le développement durable, c'est considérer que la qualité de la croissance compte autant que son rythme. C'est affirmer que la justice sociale aujourd'hui, la préservation des ressources naturelles pour demain sont, avec l'efficacité économique, des éléments essentiels du développement.

une valeur ajoutée particulièrement élevée, en optant pour la production de produits différenciés et une amélioration de la technologie employée. L'expérience de ces régions, rejoignant par là celle de la troisième Italie, du Jutland et de la région Centre du Portugal en Europe, (Benko, Lipietz, 2000) montre qu'une base de production flexible alliée à des organisations efficaces de commercialisation, au plan national et international, peut engendrer des phases importantes de croissance économique, surtout quand les producteurs sont capables de dépasser la limite qualité/prix.

L'économie contemporaine peut être vue comme une mosaïque de systèmes de production locaux spécialisés, chacun possédant son propre réseau dense d'accords d'échanges, à l'intérieur de la région, et un fonctionnement spécifique du marché local du travail. Cette mosaïque s'insère dans un réseau mondial de liaisons interindustrielles, de flux d'investissements et de migrations de population. L'économie mondiale d'aujourd'hui ressemble plus à un "archipel" d'économies locales qu'à une juxtaposition d'économies nationales.

Cette organisation de la production s'insère dans des relations plus étendues; sociales, culturelles, politiques. Les fondements institutionnels des économies locales peuvent être analysés sous l'angle de leur insertion dans une vision globale de la société et du développement. Une nouvelle idéologie (Stoffaës, 1999) (fédératrice et consensuelle) est née depuis une vingtaine d'années : le développement durable. Il s'agit d'une vision de l'action économique, de l'aménagement et de l'organisation sociale associant à la fois la croissance économique et la préservation de la nature. La définition est donnée par le rapport Brundtland en 1987, même si l'idée est légèrement plus ancienne: "Un mode de développement qui ne compromet pas la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins". Cette proposition est en somme un slogan simple qui a la force des idées simples et s'est forgé depuis les années soixante-dix dans les grands rendez-vous internationaux. Mais le développement durable n'est pas seulement une innovation conceptuelle ou la source de normes juridiques nouvelles; il fonde également une pratique. Cette pratique, il est essentiel de l'inscrire localement, et plus particulièrement dans le cadre de l'aménagement du territoire. Promouvoir le développement durable, c'est considérer que la qualité de la croissance compte autant que son rythme. C'est affirmer que la justice sociale aujourd'hui, la préservation des ressources naturelles pour demain sont, avec l'efficacité économique, des éléments essentiels du développement. Le développement durable est ainsi une nouvelle façon de gérer et d'organiser les activités humaines et plus particulièrement la production. La nouvelle tendance souhaite établir une nouvelle manière de gouverner et d'élaborer les choix collectifs. C'est désormais aux acteurs locaux, aux usagers et aux entreprises, de définir ces choix.

Ainsi, les composants des systèmes productifs locaux sont impliqués individuellement et collectivement dans le développement de leur territoire. Les acteurs (responsables politiques, entreprises, associations, etc.) ont aujourd'hui, un peu plus qu'avant, les moyens de mener les projets pour le développement global de leurs territoires et de veiller à la bonne articulation de trois séries de paramètres : le local et le global, le court et le long terme, l'équilibre entre l'économie, le social et l'écologique. À travers leur ancrage territorial, les SPL pourront devenir, avec un effort collectif, les promoteurs du développement durable en opposition aux macrostructures représentées par les entreprises multinationales a-territoriales.

Georges Benko
Chercheur au CEMI / EHESS - Paris
georges.benko@univ-paris.fr

À travers leur ancrage territorial, les SPL pourront devenir les promoteurs du développement durable en opposition aux macrostructures représentées par les entreprises multinationales a-territoriales

Références bibliographiques

- AYDALOT P., ed. (1986) Milieux innovateurs en Europe, Paris, GREMI, 361 p.
- BAGNASCO A., SABEL C., eds (1994) PME et développement économique en Europe, Paris, La Découverte, 201 p.
- BAGNASCO A., TRIGILLA C. (1988, 1993) La construction sociale du marché. Le défi de la Troisième Italie, Cachan, Édition de FENS-Cachan, 284 p.
- BENKO G.
- (1998) La science régionale, Paris, PUF, 126 p.
- (1999) "La mondialisation de l'économie n'est pas synonyme d'abolition des territoires", in CORDELLIERS., ed., Le nouvel état du monde: les 80 idées forces pour entrer dans le XXIe siècle, Paris, La Découverte, 128-130
- (2000a) "Les théories du développement local", in CABIN Ph., ed., L'économie repensée, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 197-208
- (2000b), "Marshall: l'intervalle de cent ans", Géographie, Économie, Société, 2, 1, pp. 145-148.
- BENKO G., DUNFORD M., HEURLEY J. (1997) "Districts industriels: vingt ans de recherches", Espaces et Sociétés, 88/89, pp. 305-327.
- BENKO G.B., DUNFORD M., LIPIETZ A. (1996) "Les districts industriels revisités", in PECQUEUR B., ed., Dynamiques territoriales et mutations économiques, Paris, L'Harmattan, pp. 119-134.
- BENKO G. B. LIPIETZ A., eds.
- (1992) Les régions qui gagnent. Districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique, Paris, PUF, 424 p.
- (2000) La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique, Paris, PUF, 564 p.
- COURLET C., PECQUEUR B.
- (1996) "Districts industriels, systèmes productifs localisés et développement", in ABDELMALKIL., COURLET C., eds., Les nouvelles logiques du développement, Paris, L'Harmattan, pp. 91-102.
- (1998) "Systèmes productifs localisés et développement: le cas des économies émergentes et en transition", in PROULX M.-U, ed., Territoires et développement économique, Paris, L'Harmattan, 49-65.
- COURLET C., PECQUEUR B., SOULAGE B. (1993) Industrie et dynamiques de territoires, Revue d'économie industrielle, 64, pp. 7-21.
- "Économie de proximités", Revue d'économie régionale et urbaine, 1993, n°3 (numéro spécial).

- GILLY J.-P, PECQUEUR B. (1995) " La dimension locale de la régulation ", in
BOYER R., SAILLARD Y., eds., *Théorie de la régulation: I 'état des savoirs*, Paris, *La Découverte*, pp. 304-312.
- GILLY J.-P, TORRE A., eds. (2000) *Dynamiques de proximité*, Paris, L'Harmattan, 301 p.
- GUIGOU J.-L.
(1996) État, nation, territoire: la recomposition, *Futurible*, 212 p, pp. 21-34.
(1998) " Le nouveau maillage du monde en «régions-hubs» ", (entretien), *Revue française de géoéconomie*, 5 p, pp. 11 - 17.
(2000) Aménager la France de 2020. Mettre les territoires en mouvement, Paris, *La Documentation Française*, 87 p.
- GODARD O., 1993, " *Développement durable* ", in Stoffäus C., ed., *L'économie face à l'écologie*, Paris, *La Découverte*, pp. 132-143.
- GRANOVETTER M.,
(1985) Economic action and social structure: the problem of embeddedness, *American Journal of Sociology*, 91, 3, pp. 481-510.
(1994) *Les institutions économiques comme constructions sociales: un cadre d'analyse*, in ORLEANA., ed., *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, pp. 79-94.
- HARRISON B.
(1992) " Industrial Districts: Old Wine in New Bottles ? " *Reginal Studies*, 26, 5, pp. 469-483.
(1994) *Lean and mean*, New York, *Basik Books*.
- JOSPIN L. (2000) *Allocution du Premier ministre. Aménagement et développement durable du territoire*, Paris, notes de recherche, document de travail, études, n° 12, CERUR, 10 p.
- LIPIETZ A. (1999) Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXI^e siècle, Paris, *La Découverte*, 126 p.
- MAILLAT D., QUEVIT M., SENN L., eds. (1993), *Réseaux d'innovation et milieux innovateurs: un pari pour le développement régional*, Neuchâtel, EDES-GREMI.
- MARSHALLA., (1890, 1919), 2000, " *Le district industriel d'Alfred Marshall* " *Géographie, Économie, Société*, 2, 1, pp. 123- 148.
- OHMAEK., 1996, *De l 'État-Nation aux États-régions*, Paris, *Dunod* 214 p.
- PASSET R. - (1979) *L'économie et le vivant*, Paris, *Payot*, 287 p. - (2000) *L'illusion néo-libérale*, Paris, *Fayard*, 287 p.
- PIORE M.J., SABEL C.F. (1984) 1989, *Les chemins de la prospérité. De la production de masse à la spécialisation souple*, Paris *Hachette*.
- SACHS I
(1977) *Pour une économie politique du développement*, Paris, *Flammarion*, 318 p.
(1980) *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, *Ed. Ouvrières*.
(1993) *L'écodéveloppement*, Paris, *Syros/La Découverte*, 120 p.
- SALAIS R., STORPER M. (1993) *Les mondes de production. Enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, *Éd. de l'EHESS*.
- SCOTT A.J. (1998) *Regions and the World Economy. The Coming Shape of Global Production, Competition, and Political Order*, Oxford, *Oxford University Press*, 177p.
- STOFFAES C., ed.
(1993) *L'économie face à l'écologie*, Paris, *La Découverte*, 274 p.
(1999) *Le développement durable comme idéologie*, in *Espérances et menaces de l'an 2000, Le cercle des économistes*. Paris, *Descartes et Cie*, pp. 131-148.
- VOYNET D.
(2000a) *Aménagement et développement durable du territoire*, Paris, notes de recherche, document de travail, études, n° 1, CERUR, 7 p.
(2000b) *Entretiens de GE, (avec G. Benko)*, *Géographie, Économie, Société*, 2, 1, pp.179-188.